

# L'opinion publique gagne une manche contre les drones militaires israéliens

17.11.2020

Categories: Embargo militaire

La société portugaise CeiA (Centre of Engineering and Product Development) a récemment décidé de ne pas renouveler la location de deux drones de la société d'armement israélienne Elbit pour la patrouille des frontières et d'autres missions pour l'Agence européenne de sécurité maritime (AESM). Cette décision fait suite à la signature de [la pétition "Stop aux drones tueurs israéliens"](#), lancée par World Without Walls (Monde sans murs) Europe, coparrainée par 46 organisations et soutenue par plus de 10 000 citoyens européens exigeant la fin du contrat et de l'utilisation de ces drones. Malheureusement, cela ne signifie pas la fin de l'utilisation des drones militaires pour la sécurité des frontières de l'UE. L'agence européenne de surveillance des frontières Frontex a passé un contrat avec les industries aérospatiales israéliennes (IAI) et les services de drones Elbit, et la Grèce a commencé à louer des drones IAI, également pour les patrouilles frontalières.

Frontex et les États membres de l'UE pouvaient demander à l'AESM qu'elle leur fournisse l'utilisation des drones Hermès d'Elbit pour la détection et l'interception des bateaux de migrants, entre autres missions. Au début de cette année, un de ces drones s'est écrasé en Crète, alors qu'il surveillait les frontières maritimes de la Grèce. Elbit Systems développe ses drones en collaboration avec l'armée israélienne et promeut sa technologie comme étant testée sur le terrain - sur des Palestiniens. Elle fournit 85% des drones utilisés par Israël dans ses attaques militaires répétées et son blocus inhumain continu sur Gaza.

Au début de cette année, la Grèce a annoncé qu'elle louerait des drones Heron de l'IAI, connus pour les mêmes raisons que les drones Hermès, afin d'étendre sa capacité de sécurité aux frontières. Et le mois dernier, Frontex a annoncé qu'elle avait attribué un contrat de 50 millions d'euros à Airbus (avec IAI comme sous-traitant) et à Elbit pour des vols de surveillance par drones en Méditerranée au cours des deux prochaines années. Avec ces contrats, Frontex franchit une nouvelle étape dans son travail de sécurité des frontières, dans l'élargissement de son rôle dans les politiques européennes en matière de migration et de frontières et dans l'acquisition de ses propres équipements au lieu de dépendre de ceux des États membres de l'UE. Pour les réfugiés qui tentent de traverser la Méditerranée, cela peut avoir des conséquences dévastatrices, surtout à la lumière des récentes publications concernant la complicité de Frontex dans les refoulements illégaux de la Grèce vers la Turquie et les retraits vers la Libye. Il est également préoccupant de constater que l'on ne sait toujours pas ce que les entreprises sous contrat peuvent faire des données brutes collectées par les missions de drones, à part les mettre à la disposition de Frontex.

"La fin de l'utilisation des drones Elbit par l'AESM montre que la pression de l'opinion publique a un impact pour mettre fin aux pratiques non éthiques et faire la lumière sur les stratégies de vente atroces des entreprises d'armement israéliennes", a déclaré Aneta Jerska ([ECCP](#)) de Monde sans murs Europe. "Le

nouveau contrat de Frontex et l'utilisation croissante de drones, dont beaucoup proviennent d'entreprises israéliennes, pour cibler les réfugiés aux frontières de l'Europe signifient que nous devons exercer des pressions bien plus fortes pour mettre fin à la politique anti-migration meurtrière de l'Europe et au financement par l'UE de l'industrie militaire israélienne".

*Source: [communiqué de presse de World Without Walls](#), 9 novembre 2020*